

Documents de support à la formation sur le programme de Sciences Sociales et Politiques

Raphael Pradeau, jeudi 21 décembre 2017

Chapitre 2.2. : Quels sont les répertoires de l'action politique aujourd'hui ?

Le programme

Indications complémentaires : Tout en insistant sur l'acte électoral et son rituel, on proposera une conception ouverte de la notion de répertoire d'action politique ne se résumant pas à la pratique régulière du vote. On présentera notamment les dimensions individuelles comme collectives de l'action de protestation politique. L'évolution des répertoires d'action politique sera appréciée tant dans le temps long des transformations de l'ordre politique démocratique que dans le temps court de la conjoncture politique.

Notions : Participation politique, répertoires d'action politique

Introduction : une pluralité de répertoires d'action politique

I/ Le vote : un acte électoral et un rituel

Document 1 :

Voter, un acte irrationnel ?

L'économiste Anthony Downs est le premier à avoir soulevé le "paradoxe et l'énigme de la participation". Selon lui, il n'est pas rationnel d'aller voter. En effet, chaque vote représente un poids infinitésimal dans l'élection et n'a donc pratiquement aucune chance de faire varier le résultat (en France, un vote ne représente qu'une voix sur 43 millions d'électeurs). Or voter a un « coût de participation » important : il faut faire des démarches administratives pour s'inscrire sur les listes électorales, se déplacer dans son bureau de vote, renoncer à un dimanche à la pêche... Le « coût d'information » pour « bien voter » est également très élevé, car il suppose un véritable investissement intellectuel (en comparant les programmes, leur degré de réalisme, supputant sur les chances de succès...). Bref, dans ces conditions, tout individu rationnel devrait s'abstenir de voter.

D'autres chercheurs tempèrent ce point de vue en mettant en avant le caractère social et moral du vote, et les bénéfices psychologiques qu'il est possible d'en retirer. [...] Les citoyens ont été éduqués à l'idée que le vote est un devoir, qu'il est peu glorieux de s'y soustraire et valorisant d'y participer.

Héloïse Lhéréty, « Pourquoi aller voter ? », *Sciences humaines*, n° 236, avril 2012

A/ Le vote, un acte ritualisé

Document 2 :

Le vote, élément de pacification de la participation politique

L'opposition entre le vote et la violence se traduit par une configuration précise des salles de vote, des procédures et des technologies qui les encadrent et les animent. [...] La pratique du vote s'insinue dans l'opposition aux actions traditionnelles de violence communautaire ou révolutionnaire. Son expérience périodique joue, dès lors, comme un rappel à l'ordre implicite. Elle se définit au travers d'attendus et de savoir-faire dont la logique est de dispenser de tout recours aux moyens de la force. [...]

Avec la généralisation de la pratique du vote, des procédures nouvelles existent qui doivent permettre à chacun de manifester son désaccord. Conçue en termes d'« opinion électorale » et à partir du postulat de l'égalité numérique des voix, l'expression du mécontentement social peut

disposer d'un espace propre, spécialement réservé à cet effet : celui que délimitent les frontières de la salle de vote et auquel le temps a conféré désormais le visage solennel d'un sanctuaire civique.

Y. Déloye et O. Ihl, *L'acte de vote*, Presses de Science po, coll. « Références », 2008

Document 3 :

Le vote comme acte sacralisé

En pénétrant dans le bureau de vote, l'électeur doit prendre conscience de sa « situation spéciale » : l'appartenance à une communauté nationale qui, le même jour, dans des lieux symboliquement identiques sur l'ensemble du territoire national (la mairie ou l'école publique), délègue son pouvoir à des représentants. [...]

L'opération du vote, substitut efficace aux épisodes de violence collective, leur oppose une autre scénographie : celle d'une adhésion silencieuse et abstraite par laquelle s'établit rituellement le mécanisme politique de la délégation qui oblige le citoyen à certaines formes de civilité électorale. La séparation de l'appartenance citoyenne et de l'appartenance sociale impose un effacement de l'individu concret au profit du citoyen, fraction de la souveraineté nationale et être politique présumé capable d'« opiner » de façon autonome. Le rituel électoral instaure donc un dedans et un dehors qui mettent l'acte de vote à l'abri des pressions et des violences sociales ou politiques. [...]

L'électeur [intérieurise] de nouvelles règles de conduite afin de se conformer aux exigences de l'espace ainsi sacralisé. Il doit se plier à un mode d'expression politique fait de décence et de réserve, prendre ses distances à l'égard de ses intérêts particuliers mais aussi de ses pulsions et de ses émotions. Il s'agit de favoriser à la fois le gouvernement de soi et la soumission volontaire à un gouvernement dorénavant élu. [...] Le « bon citoyen » est ainsi amené à s'autodiscipliner, à modérer son comportement, à limiter son imprévisibilité, à accepter, d'une certaine façon, sa propre docilité.

Yves Déloye, *Sociologie historique du politique*, La Découverte, coll. « Repères », 1997

B/ L'institutionnalisation et l'individualisation du vote

Document 4 :

Les secrets de l'isoloir

En 1848, les électeurs étaient mal préparés à l'exercice d'un droit nouvellement acquis. Voter n'allait pas encore de soi. Ils furent instruits par l'exemple des électeurs qui exerçaient déjà le droit de vote, riches et influents. Aussi des manuels électoraux, des livres ou brochures d'explication du devoir et des droits électoraux furent distribués. Une fois cette formation permanente assurée, ce fut au tour des enfants d'être éduqués par l'école. [...] Pour les Républicains, l'école primaire était d'abord le moyen d'apprendre à lire, à écrire et à compter aux futurs électeurs qui pourraient ainsi lire un bulletin de vote ou un programme, compter les voix et donc comprendre les résultats électoraux. [...]

S'il est vrai que le vote sous diverses formes existe dans presque toutes les sociétés pour prendre des décisions collectives, sa codification est relativement tardive. Plus les pouvoirs se sont réclamés du peuple, plus l'élection est devenue l'institution centrale des démocraties. Pour affronter le problème essentiel du nombre de votants et pour fonder toute légitimité politique, il a donc fallu innover. [...]

Pendant la deuxième moitié du XIXe siècle, un mouvement de réforme concerna tous les pays ayant institué des élections. Il ne s'agissait plus seulement d'inscrire dans la loi le secret du vote comme une garantie de sa liberté, mais de concevoir des solutions pratiques d'organisation de la procédure électorale [...].

Au delà des différences, on se préoccupa partout d'isoler l'électeur au moment de choisir son vote. Un instrument nouveau fut adopté quoiqu'il parût toujours fort bizarre : l'isoloir. [...] L'ancienne procédure électorale du vote secret en public accomplissait en effet une fonction de contrôle censitaire du vote. Les électeurs restaient toujours sous les regards des membres du bureau de vote. En disparaissant derrière un rideau, l'électeur échappait provisoirement à tout contrôle. [...] Il fallut

attendre la loi du 29 juillet 1913, intitulée la loi "ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté des opérations électorales" pour instaurer en France la procédure actuelle du vote, avec ses instruments que sont l'isoloir et l'enveloppe.

Alain Garrigou, *Les secrets de l'isoloir*, Ed. Thierry Magnier, coll. "Troisième culture", 2008

Document 5 :

Les transformations de la participation électorale depuis le XIXe siècle

	Processus	Traduction dans les faits
Du côté de la scène électorale	Extension du droit de suffrage	Passage du suffrage censitaire au suffrage universel masculin (1848) puis féminin (1944) Élévation du niveau de concurrence électorale
	Unification des marchés électoraux	Nationalisation de la vie politique (émergence de partis politiques nationaux)
	Spécialisation de l'activité électorale	Personnalisation de la vie politique et naissance du "métier politique"
Du côté des électeurs	Individualisation du comportement électoral	Modification des formes d'encadrement du vote (secret électoral, individualisation de l'opinion politique...)
	Modification du répertoire d'action politique	Condamnation de la violence politique
	Civilisation des mœurs politiques	Pacification de la vie politique

D'après Yves Déloye, *Sociologie historique du politique*, La Découverte, coll. « Repères », 1997

II/ L'action protestataire et ses évolutions

Document 6 :

Protester, c'est participer

Faire grève, manifester, occuper des locaux professionnels, bloquer la circulation, séquestrer son employeur, les modes d'action de la classe ouvrière ont été adoptés par les classes moyennes. Mouvements sociaux et protestation font aujourd'hui partie du paysage. Mais ces actions, qualifiées hier de "non orthodoxes", "non conventionnelles" ou encore "protestataires", obéissent à une autre logique que celle de la participation électorale.

Ce sont des *actions collectives*, qui mobilisent ensemble des groupes de citoyens plus ou moins nombreux. Ce sont des *actions revendicatives*, défendant une cause ou des intérêts communs. Ce sont des *actions directes*, qui mettent face à face les citoyens et les détenteurs d'un pouvoir, quel qu'il soit, sans passer par la médiation des élites et les canaux habituels de la démocratie représentative. Ce sont des *actions autonomes et expressives* qui échappent largement à la contrainte d'un cadre juridique et institutionnel. L'initiative en revient aux individus, qui en définissent le moment, les modalités et les objectifs. Ce sont des *actions contestataires*, dirigées contre le pouvoir en place, la politique qu'il mène, ou toute autre cible. Interrompant pour un temps le cours normal des choses, elles peuvent éventuellement, mais non nécessairement, déboucher sur des actions illégales (manifestation ou grève interdite, désobéissance civile), voire violentes (affrontement avec les forces de l'ordre, barricade, pillage, enlèvement, attentat). Ce sont enfin des *actions publiques*, qui se donnent à voir, et leur publicité est généralement une des conditions de leur succès.

Nonna Mayer, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, 2010.

A/ L'évolution des répertoires d'action collective

Document 7 :

La notion de répertoire d'action collective

La notion de « répertoire d'action collective » développée par Charles Tilly vient de l'observation selon laquelle on n'utilise pas les mêmes modes d'action selon les lieux et la période. Il y a une historicité et une localisation des types d'action auxquels on peut recourir qui sont tributaires de l'évolution des structures sociales et politiques. À un moment donné dans un pays précis, les acteurs peuvent puiser dans une gamme qui est à peu près définie, comme dans le jazz, par exemple et innover à partir de là. Le charivari, la mise au pilori, sont des actions qui n'existent plus. À l'inverse, il y a des formes de protestation dans les pays africains qui ne sont pas considérés comme des formes de protestation en Occident (certains codes vestimentaires par exemple). Le répertoire d'action moderne sur lequel nous vivons encore aujourd'hui, et constitué de grèves et de manifestations à dimension essentiellement nationale, a émergé au cours du XIXe siècle.

Isabelle Sommier, Entretien : "L'altermondialisme, une nouvelle forme d'engagement", Propos recueillis par Paul Costey, Anton Perponcin, *Tracés*, n°11, 2006

En un temps et en un lieu donné, les gens apprennent un nombre limité de moyens pour se faire entendre et s'y cantonnent le plus souvent. Ces modes d'action évoluent lentement sous l'effet de l'expérience accumulée et des contraintes extérieures. Mais dans le temps court, ces contraintes limitent les choix disponibles pour les contestataires potentiels.

Charles Tilly, *Contentious Performances*, Cambridge University Press, 2008

Document 8 :

L'évolution des répertoires d'action

	local-patronné (1650-1850)	national-autonome (1848-1980)	transnational-solidariste (en gestation) (depuis 1980)
Types d'intérêts défendus	Corporations, communautés, villages : sabotage de machine, expulsion d'agent du fisc, etc.	Variés, portés par divers groupements : association, syndicat, groupe d'intérêt, etc.	Plus universels et techniques (environnement, lutte contre la mondialisation néolibérale, etc.) : ONG, association transnationale, etc.
Rapport aux autorités	Recours au soutien de puissants « patrons » (notables) : prêtre ou noble local.	Organisation et porte-parole autonomes, défi direct aux autorités.	Réticence à toute délégation politique, aux récupérations partisans : forum, désobéissance civile, etc.
Cadre de la protestation	Fête locale, rassemblement autorisé : carnivals, etc.	Regroupement volontaire, organisation nationale.	Du local au global : forums sociaux, campements d'« Indignés », etc.
Formulation des revendications	Codée : détournement de symboles (pendaison de mannequins, etc.).	Explicite : programme, mot d'ordre national, slogan, pétition, tract, manifeste, etc.	Militantisme d'expertise, rôle accru du droit et des médias : manifestation « de papier ».
Lieux des mobilisations	Les sites mêmes de l'injustice.	Lieux les plus visibles, sites du pouvoir : cortèges parisiens, etc.	Lieux symbolisant la mondialisation néolibérale : contre-sommet altermondialiste, etc.
Niveau de violence	Fort. Confrontation brutale.	Réduit. Protestation ritualisée.	Faible. Recul de la violence politique.

D'après Charles TILLY, *La France contestée. De 1600 à nos jours*, Fayard, coll. Espace du politique, 1986, et Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, coll. Repères, 2011.

Document 9 :

Le mouvement altermondialiste met-il en œuvre un répertoire d'action novateur ?

Apparu sur le devant de la scène médiatique lors du sommet de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à Seattle en 1999, le mouvement de contestation de la mondialisation libérale ([...] rebaptisé par ses acteurs "mouvement pour une altermondialisation") s'est depuis lors imposé comme un acteur politique majeur. Les réunions des grandes institutions mondiales organisées depuis la mobilisation fondatrice de Seattle (sommets du G8 à Gênes et à Evian, réunions annuelles du Forum économique mondial à Davos) ont chacune été l'occasion d'une réactivation de la mobilisation, par l'organisation de "contre-sommets" à visée protestataire. Le mouvement s'est par ailleurs doté de ses propres rendez-vous : le Forum social mondial (réuni d'abord à Porto Alegre, puis en 2004, à Bombay) ou le Forum social européen (à Florence en 2002, à Saint-Denis et en banlieue parisienne en 2003), alliant défilés festifs et organisation de rencontres et de débats, contribuent à asseoir la mobilisation dans une posture non plus exclusivement protestataire, mais

aussi de contre-proposition.

Mobilisation événementielle, l'altermondialisation s'apparente à une structuration collective "dans l'action". C'est à l'occasion des sommets que la mobilisation s'organise, que le réseau se rend visible [...]. Elle est donc située, circonstancielle, et se déploie en des occasions bien définies. Attelage composite de militants venus d'horizons politiques différents, ses membres ne sont pas liés par une organisation centralisatrice (sur le modèle des Internationales classiques), mais tissent entre eux des relations de type réticulaire, unissant aussi bien des individus que des groupements, qui respectent la pluralité des motifs d'engagement. Ce fonctionnement en réseau a, par ailleurs, rendu possible une coordination de l'action collective entre différents pôles militants géographiquement séparés et qui se rencontrent peu en dehors des grands rassemblements. Cette structuration du collectif influence d'ailleurs le développement d'un nouveau répertoire d'actions collectives via Internet.

La mobilisation altermondialiste inscrit par définition son action à l'échelle du monde. A titre d'illustration, les quatre campagnes internationales actives qui délimitent l'espace de la mobilisation concernent l'annulation de la dette des pays pauvres, la remise en cause de l'OMC, la réforme des institutions financières internationales et la contestation des marchés financiers. Sans être véritablement nouvelles [...] ces thématiques semblent retrouver aujourd'hui une vertu mobilisatrice forte.

Jacques Ion, Spyros Frangiadakis, Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*, Editions Autrement, 2005.

Document 10 :

Entre Apple et Attac, c'est la lutte fiscale

L'association altermondialiste a ciblé la marque à la pomme, symbole de l'évasion fiscale, avec un rapport et un happening dans une boutique parisienne.

Le rapport est sobrement titré : *«Apple, le hold-up mondial.»* Joignant le geste à l'écriture, des militants d'Attac ont une nouvelle fois peinturluré vendredi matin une boutique parisienne du fabricant de smartphones et d'ordinateurs. Comme le résume leur porte-parole, Annick Coupé : *«Apple use et abuse de l'évasion fiscale. On nous dit qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses, mais il manque surtout la volonté politique d'aller le chercher.»*

Apple, première entreprise mondiale par sa capitalisation boursière, est désormais célèbre pour ses petites et grandes astuces fiscales visant à éluder l'impôt sur ses bénéficiaires. Dans son rapport (qu'on peut consulter sur son site), Attac calcule que sur un profit annuel de 70 milliards de dollars (60 milliards d'euros, moyenne sur les trois dernières années), Apple ne paie que 17,6% d'impôts. Et encore ce chiffre inclut-il ses profits sur le sol américain, où l'impôt sur les bénéfices est aussi important qu'en France (35%). Mais pour le reste du monde, soit les deux tiers de son business, le taux de prélèvement n'affiche – selon les calculs d'Attac, après avoir épluché de multiples comptes sociaux – qu'un très modeste 4,5%. Grâce à l'Irlande, principalement, où sont logés trois de ses principaux holdings internationaux. Outre un arrangement avec les autorités locales, ses profits européens n'étant taxés qu'à 0,005%, l'un de ces holdings est un SDF (pour sans domicile fiscal) d'un nouveau genre, dénonce Attac : ni résident irlandais, au motif que ses dirigeants sont basés aux Etats-Unis, ni résident américain, au motif que ses activités sont européennes. Un véritable trou noir de la fiscalité mondiale.

Les Paradise Papers ont même permis de découvrir que la firme à la pomme venait d'ajouter du Jersey à son subtil édifice irlandais. Le 16 décembre, une trentaine de militants d'Attac s'étaient donc rendus sur l'île anglo-normande, authentique paradis fiscal logé au sein de l'UE, aux bons soins du Royaume-Uni. Pour y constater qu'Apple n'y disposait pas du moindre bureau – *«pas même une boîte aux lettres»*... L'argent n'y valsera que par un jeu d'écriture.

Dans sa campagne iPhoneRevolt, l'ONG altermondialiste n'appelle pas ouvertement au boycott des produits, car ce n'est pas son mode d'action, préférant jouer de la thématique globale de l'évasion. Mais cela pourrait venir, si *«Apple, qui se donne volontiers un vernis écolo, ne s'engage pas aussi sur sa responsabilité fiscale.»*

Renaud Lecadre, *Libération*, 10 novembre 2017 et 18 décembre 2017

B/ L'individualisation de l'action collective et ses effets sur l'engagement

Document 11 :

Une transformation des modes d'engagement des individus

Le processus d'[individualisation] caractéristique des sociétés démocratiques [n'implique] pas forcément une diminution du militantisme mais plutôt une transformation des modes d'engagement des individus. A l'engagement collectif et anonyme se substituent des interventions plus personnelles ; à l'engagement sur la longue durée succèdent des implications plus ponctuelles mais non forcément moins impliquantes ; à la proclamation hautement affichée et toujours recommencée d'un idéal lointain sont préférées des négociations et l'obtention de résultats partiels mais concrets. Pour autant, ces transformations n'impliquent pas la disparition simultanée des formes anciennes, parfois encore très vivaces ; des protestations s'organisent toujours en actions collectives organisées, même si c'est selon des modes de fonctionnement différents.

Jacques Ion (dir.), *L'engagement au pluriel*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2001.

Document 12 :

Un militantisme "à la carte"

Signe incontestable de changement : il arrive de plus en plus fréquemment que l'on sorte de l'activité militante sans drame ni honte. La mise à distance, le zapping, l'investissement différencié selon les lieux sont aujourd'hui autant de façons de se protéger d'une implication qui risquerait de prendre soit trop de temps, soit trop de soi, et qui cependant peut aller parfois jusqu'à mobiliser le plus intime de la personne. [...]

La diversité des formes de collectifs en est un indice très fort : on peut désormais participer de façons très différentes au soutien des causes. L'adhésion a cessé d'être une contrainte et la plupart des groupements militants offrent aujourd'hui ce qu'on pourrait appeler une participation à degrés variables. Certes, on sait bien que, de tout temps, adhérer n'a pas signifié pour autant une égale contribution à la vie du groupement [...]. Ce qui paraît davantage comme nouveau, c'est une sorte de division fonctionnelle des tâches, autorisant tout un chacun à choisir en quelque sorte son niveau d'implication, indépendamment de tout jugement de valeur sur son apport à la vie du collectif. [...] Plus généralement, on retiendra que, dans un même collectif, peuvent coexister différentes façons de militer, depuis le donateur occasionnel, l'abonné Internet ou le membre d'Amnesty International en charge d'un cas particulier, sans aucun contact avec le groupement, jusqu'aux responsabilités à temps complets dans l'animation ou la direction du groupement. [...]

Selon les étapes de sa "carrière militante", selon ses autres rattachements, chacun s'implique différemment, usant en quelque sorte à sa guise des services et des mobilisations ponctuelles. [...]

Par-delà l'éclatement des pratiques militantes, un ressort de l'action semble constituer une caractéristique commune : la visée pragmatique de l'engagement, autrement dit le besoin des militants d'apprécier les effets concrets de leur action. [...] L'efficacité de l'action, orientée par des objectifs délimités, précis et atteignables, la recherche de résultats "ici et maintenant" semblent s'imposer comme une donnée majeure. Les occupations d'immeubles par les militants du DAL (Droit au logement) pour accueillir des "mal-logés" ou le blocage d'un convoi de déchets nucléaires par les activistes de Greenpeace s'imposent comme des interventions relevant de l'immédiateté. Pourtant, simultanément, elles signalent un problème plus général. [...] Changer l'ordre des choses reste la visée de l'immense majorité des gens qui militent. Revendiquée par ces derniers eux-mêmes, la recherche de résultats ne signifie pas la disparition de toute vision utopique. [...] L'action de militer est aujourd'hui pensée non seulement comme un moyen d'apporter en situation une réponse immédiate, même provisoire, aux problèmes considérés, mais aussi comme l'occasion de les rendre publics et, simultanément, de faire exister socialement les acteurs qui en sont porteurs, de rendre visible la nécessité d'une prise en charge politique tout autant que d'accorder droit de cité à certains qui n'ont pas de voix dans l'espace politique.

Jacques Ion, Spyros Frangiadakis, Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*, Editions Autrement, 2005.

Chapitre 2.3. : Comment expliquer le comportement électoral ?

Le programme

Indications complémentaires : On analysera l'évolution des taux d'inscription sur les listes électorales, des taux de participation et/ou d'abstention et leurs déterminants sociaux et politiques. (I) Les principaux résultats de la sociologie de l'orientation électorale seront présentés (poids de la variable religieuse, vote de classe...). (II) L'évocation de l'émergence d'un vote sur enjeu, influencé par les conjonctures politiques (campagnes électorales notamment), permettra de prendre la mesure de la volatilité électorale. La question de l'articulation entre médias, communication et vie politique sera également abordée afin de comprendre son éventuel impact sur les attitudes politiques (pratiques et opinions). (III)

Notions : Participation et abstention électorale, variables lourdes du comportement électoral, vote sur enjeu, taux de participation électorale / taux de mobilisation électorale

I/ Comment interpréter l'abstention électorale ?

Document 1 : graphique sur l'évolution des taux d'abstention en France

Document 2 :

**Répartition des votants et des abstentionnistes au premier tour de l'élection présidentielle
2017 (en %)**

		Votants	Abstentionnistes
Sexe	Homme	78	22
	Femme	77	23
Age	18-24 ans	71	29
	25-34 ans	72	28
	35-44 ans	76	24
	45-59 ans	84	16
	60 ans et +	88	12
	Cadre	79	21
	Profession intermédiaire	78	22
	Employé	71	29
	Ouvrier	71	29
	Retraité	87	13
Statut	Salarié	74	26
	- dont salarié du public	75	25
	- dont salarié du privé	73	27
	Indépendant	76	24
	Chômeur	73	27
Niveau de diplôme	Inférieur au baccalauréat	75	25
	Baccalauréat	76	24
	Bac + 2	80	20
	Au moins bac + 3	81	19
Niveau de revenu du foyer	Moins de 1250 €	70	30
	De 1250 € à 2000 €	76	24
	De 2000 € à 3000 €	80	20
	3000 € et +	84	16
Religion	Catholique	80	20
	- dont pratiquant régulier	87	13
	- dont pratiquant occasionnel	80	20
	- dont non pratiquant	77	21
	Autre religion	72	28
	Sans religion	74	26

Sondage Sopra Steria, effectué entre le 19 et le 22 avril 2017, auprès de 4698 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Sondage par Internet.

Document 3 :

Le cens caché

Théoriquement ouverte et égalitaire, la vie politique est traversée de nombreuses inégalités. En effet, les citoyens qui disposent de faibles ressources personnelles (capital culturel) intériorisent cette infériorité en s'abstenant de participer au débat public. L'analyse de l'abstention électorale et celle de la non-inscription sur les listes électorales dévoilent des logiques d'auto-exclusion et d'exclusion par sentiment d'incompétence politique. Ainsi, on voit se générer une sorte de "cens caché" qui, derrière le filtre apparent de procédures respectant formellement le principe d'égalité, a en réalité pour fonction de conserver le pouvoir au profit de certaines couches de la société. [...] Une grande partie de la population s'intéresse peu ou pas à la politique institutionnelle, ses rites, son langage spécialisé, ses problématiques énigmatiques et son repli sur elle-même. Et plus on s'éloigne du monde des "élites" et des détenteurs de ressources culturelles légitimes, moins on s'intéresse à la politique. De fait, on constate une forte inégalité dans les pratiques de participation telles que le militantisme, l'assistance à des réunions politiques, [le vote]...

Eric Keslassy, *Démocratie et égalité*, Bréal, 2003, à partir de Daniel Gaxie, *Le Cens caché*, Le Seuil, 1978

Document 4 :

Abstentionnisme dans le jeu et hors du jeu politique

Les abstentionnistes "dans le jeu politique" sont souvent jeunes, diplômés et plutôt favorisés quant aux conditions de leur insertion sociale. Ils déclarent par ailleurs s'intéresser à la politique, et peuvent même se déclarer proches d'un parti politique. Ils s'abstiennent sans qu'il s'agisse d'une désaffection politique et se remettent à voter dès qu'ils peuvent à nouveau se reconnaître dans l'offre électorale proposée. Leur abstention est le plus souvent intermittente. Cet abstentionnisme correspond à un nouveau type d'électeur, plus mobile, plus affranchi des modèles d'identification partisane, relativement critique et exigeant à l'égard de l'offre politique, et pouvant utiliser l'abstention au même titre que le vote pour se faire entendre et peser sur l'élection.

Les abstentionnistes "hors du jeu politique" se distinguent par un retrait de la politique, et par une certaine apathie. On les retrouve en plus grand nombre au sein des couches populaires, disposant d'un faible niveau d'instruction, parmi les catégories en difficulté d'insertion sociale, ainsi que dans les populations urbaines. [...] Ces absents plus constants de la scène électorale ne se reconnaissent pas dans le jeu politique, ils ont trop de problèmes individuels pour investir la scène collective et se sentent incompétent.

Anne Muxel, "Abstention : défaillance citoyenne ou expression démocratique ?", Cahiers du Conseil Constitutionnel, n°23, février 2008

II/ Comment expliquer le vote ?

Document 5 :

Répartition du vote pour F. Hollande et N. Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle 2012 (en %)

		F. Hollande	N. Sarkozy
Sexe	Homme	52	48
	Femme	51	49
Age	18-24 ans	57	43
	25-34 ans	62	38
	35-44 ans	53	47
	45-59 ans	54	46

	60 ans et +	41	59
PCS	Artisan, commerçant et CE	30	70
	Cadre, profession libérale	52	48
	Profession intermédiaire	60	40
	Employé	56	44
	Ouvrier	58	42
	Retraité	43	57
Statut	Salarié	56	44
	- dont salarié du public	65	35
	- dont salarié du privé	52	48
	Indépendant	39	61
	Chômeur	62	38
Niveau de diplôme	Pas de diplôme	59	41
	BEPC / BEP / CAP / CEP	49	51
	Baccalauréat	55	45
	Bac + 2	50	50
	Au moins bac + 3	55	45
Niveau de revenu du foyer	Moins de 1200 €	59	41
	De 1200 € à 2000 €	56	44
	De 2000 € à 3000 €	54	46
	3000 € et +	44	56
Religion	Catholique	43	57
	- dont pratiquant régulier	24	76
	- dont pratiquant occasionnel	38	62
	- dont non pratiquant	46	54
	Autre religion	63	37
	Sans religion	68	32

Sondage IPSOS Logica "Second tour présidentielle 2012 Comprendre le vote des français", réalisé du 3 au 5 mai 2012. Echantillon de 3123 personnes inscrites sur les listes électorales, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas). Echantillon interrogé par Internet.

Document 6 :

Répartition du vote au premier tour de l'élection présidentielle 2017 (en %)

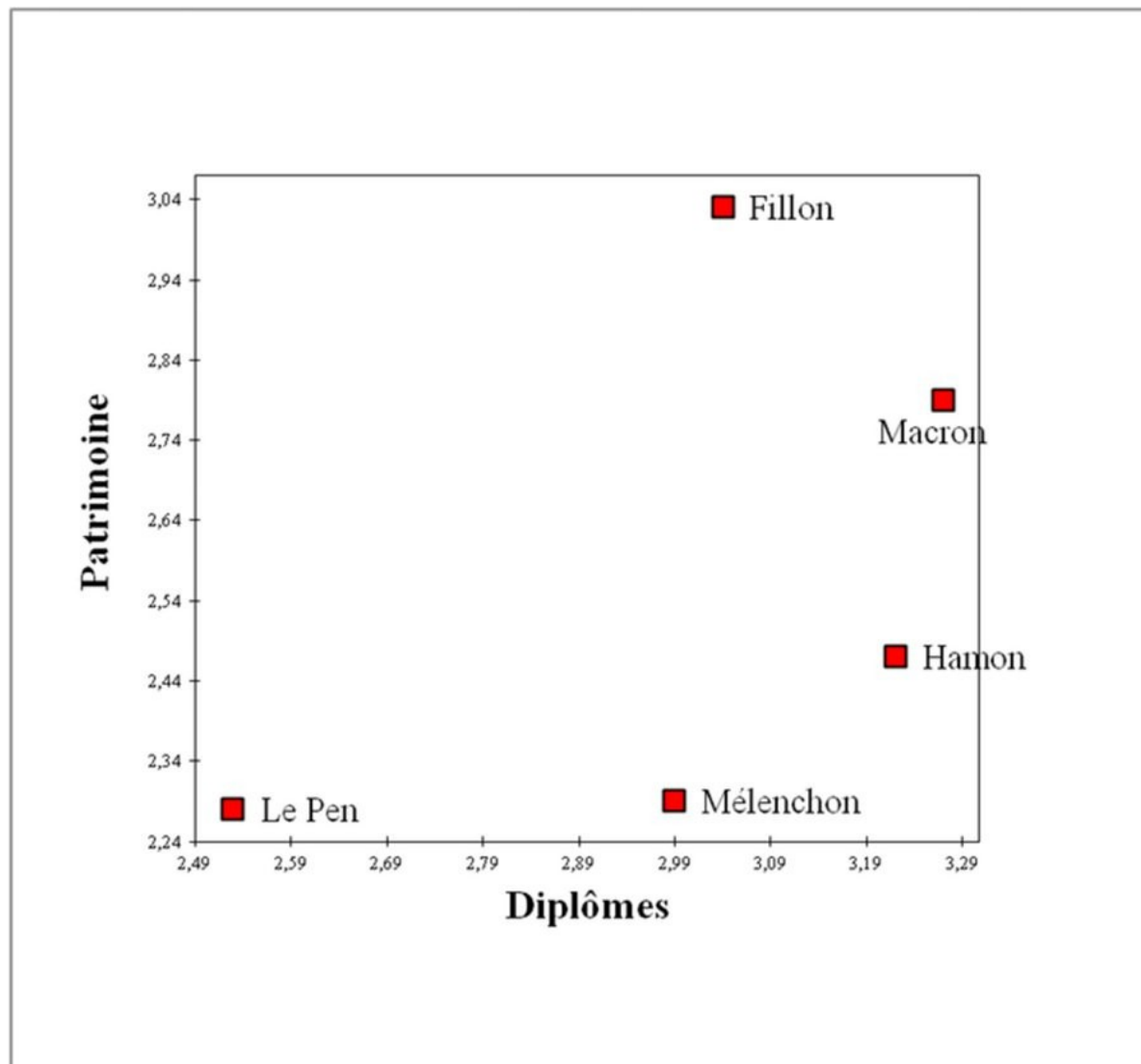
		J.L. Mélenchon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen
Sexe	Homme	21	23	18	24
	Femme	17	25	21	20
Age	18-24 ans	30	18	9	21
	25-34 ans	24	28	8	24
	35-49 ans	22	21	11	29
	50-59 ans	21	21	13	27

	60-69 ans	15	26	27	19
	70 ans et +	9	27	45	10
PCS	Cadre	19	33	20	14
	Profession intermédiaire	22	26	13	19
	Employé	22	19	8	32
	Ouvrier	24	16	5	37
	Retraité	12	26	36	14
Statut	Salarié	21	24	11	26
	- dont salarié du public	20	25	12	26
	- dont salarié du privé	23	23	9	27
	Indépendant	24	24	16	21
	Chômeur	31	14	8	26
Niveau de diplôme	Inférieur au baccalauréat	17	19	19	30
	Baccalauréat	21	24	15	24
	Bac + 2	22	26	22	15
	Au moins bac + 3	20	30	24	9
Niveau de revenu du foyer	Moins de 1250 €	25	14	12	32
	De 1250 € à 2000 €	23	18	15	29
	De 2000 € à 3000 €	18	25	17	20
	3000 € et +	16	32	25	15
Religion	Catholique	13	23	28	22
	- dont pratiquant régulier	8	20	51	11
	- dont pratiquant occasionnel	13	23	27	22
	- dont non pratiquant	17	22	16	29
	Autre religion	23	23	21	15
	Sans religion	28	25	7	23
Lieu de résidence	Rural	18	21	19	23
	Moins de 20 000 hab.	20	23	17	25
	Entre 20 000 et 100 000 hab.	21	26	18	24
	Plus de 100 000 hab.	20	24	21	21
	Paris	19	29	25	14

Sondage réalisé par Internet par IPSOS du 19 au 22 avril 2017, sur 4698 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Document 7 :

Graphique 1 : le positionnement des électorats au premier tour de la présidentielle de 2017 par niveau de diplôme et de patrimoine.



Luc Rouban, enquête électorale française, Cevipof, 2017.

Document 8 :

Une érosion du vote de classe ?

Pour certains auteurs, le vote de classe aurait disparu dans les principales démocraties contemporaines. Défini comme une association entre le statut socioprofessionnel et le choix électoral, le vote de classe a longtemps constitué une grille de lecture précieuse de la sociologie électorale. Dit simplement, les citoyens les moins privilégiés économiquement orientaient leur vote vers les partis et les candidats promouvant une plus grande égalité et un niveau de protection sociale soutenu (à travers un État-providence volontariste) et les citoyens plus privilégiés favorisant les partis et les candidats incarnant le marché et différentes formes de déréglementation (avec un État en retrait). Lipset (1991) rappelle qu'une telle association n'est plus vérifiée empiriquement et mécaniquement depuis plusieurs années. Cela ne veut pas dire pour autant que le vote de classe a disparu. Il s'est au contraire transformé au gré d'une évolution de la position des partis politiques sur un certain nombre d'enjeux liés aux questions économiques et sociales. [...]

En tenant compte de l'ensemble des ouvriers inscrits sur listes électorales, 40% d'entre eux

envisagent de ne pas voter, contre 38% pour les employés et 35% pour les cadres et professions intellectuelles supérieures. Ainsi parmi 100 ouvriers, 42 d'entre eux sont des abstentionnistes potentiels, 25 voteraient Marine Le Pen, 10 choisiraient Emmanuel Macron, 8 Jean-Luc Mélenchon et 7 Benoît Hamon. Le premier parti des ouvriers est donc l'abstention, loin devant le Front national. [...] Au total, le vote de classe incarné par les ouvriers s'est considérablement éloigné des gauches puisque l'ensemble des candidats positionnés à gauche (Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon) ne recueillent que 16% du total du vote des ouvriers et 29% du vote de ceux qui sont certains d'aller voter. [...]

À droite, les transformations sont également à l'oeuvre. Alors que les cadres, professions indépendantes et même les agriculteurs constituaient le coeur de l'électorat de droite, ces catégories sociales ne sont plus aussi dominantes. Par exemple, parmi 100 cadres certains d'aller voter, 36% d'entre eux déclarent voter Emmanuel Macron, 16,5% François Fillon, 17,5% Benoît Hamon et 14% Marine Le Pen. En dépit d'un niveau élevé d'abstention (50%), un tiers des agriculteurs semblent être séduits par la candidate frontiste et seuls 13,5% choisissent François Fillon. Finalement, c'est parmi les retraités que le candidat Les Républicains réalise ses meilleurs scores : ils sont 27% à le soutenir. Chez les cadres et professions indépendantes, qui combinent des attributs de richesses patrimoniales et d'attitudes économiques plus libérales, la droite de François Fillon ne parvient à rassembler que respectivement 19% et 22% de chaque catégorie. D'autres formes de concurrence électorale menacent désormais le vote de droite : 36% des cadres voteraient Emmanuel Macron et 30% des professions indépendantes choisiraient Marine Le Pen. [...]

Malgré ses vertus indéniables pour comprendre les dynamiques électorales, le vote de classe reste éclaté en 2017. Dans un système politique de moins en moins bipartisan, l'ancrage électorat des catégories socioprofessionnelles dépasse le seul clivage gauche-droite et souligne une attirance de plus en plus marquée vers des candidats qui prétendent s'affranchir de cette opposition historique.

Martial Foucault, "Un vote de classe éclaté", in *L'enquête électorale française, Comprendre 2017*, La note #32, vague 11, mars 2017

III/ Comment analyser la volatilité électorale ?

Document 9 :

Stabilité et mobilité électorale entre les élections de 1995 et de 1997 (en %)

Stabilité	53
- de gauche	17
- de droite	23
- abstention	13
Mobilité	48
- intra gauche	6
- intra droite	3
- d'abstention à vote	8
- de vote à abstention	19
- de gauche à droite	2
- de droite à gauche	5

Nonna Mayer, Daniel Boy, « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997) », *Revue Française de science politique*, 2000

Document 10 :

Le développement du "vote sur enjeu"

On a constaté dans toutes les démocraties occidentales, à partir de la fin des années 1960 aux Etats-Unis, et un peu plus tard en Europe, une "volatilité électorale" accrue. [...]

L'"instabilité croissante" des électeurs et l'érosion de l'influence des variables sociologiques ont entraîné une révision des modèles d'analyse existants. Le "nouvel électeur" était-il un électeur "apathique", désorienté par l'évolution du système politique et des structures sociales, ou un électeur plus "rationnel", plus "individualiste" et plus "stratège", soustrait à l'influence de ses groupes d'appartenance ? [...] Les électeurs qui changent de préférences politiques entre deux élections ne sont [...] ni plus ni moins rationnels que les électeurs fidèles à un parti, ni moins instruits et politisés. [...]

La proportion d'électeurs mobiles s'accroît, renforçant le "vote sur enjeu", c'est-à-dire sur les questions jugées importantes au moment de chaque élection.

Frédéric Lambert et Sandrine Lefranc, *50 fiches pour comprendre la science politique*, Bréal, 2010

Document 11 :

La volatilité électorale, signe de l'avènement d'un électeur rationnel ?

L'électeur serait devenu « zappeur », « instable », « indécis », « indéterminé », « volatile », « inconstant ». [...] Qu'en est-il au juste ? [...]

Les formes comme les ressorts de la volatilité sont variables. C'est la mobilité entre abstention et vote qui apparaît la plus significative. La volatilité principale [et la croissance de la volatilité totale sont liées] à [la progression de] l'abstentionnisme intermittent. Son impact électoral est puissant : l'intermittence de la participation est la source principale des alternances politiques [...]

Le deuxième type de volatilité la plus courante est celle interne à un camp (gauche ou droite). On reste dans sa « famille » politique [...] mais on s'y déplace. La multiplication des partis dans les années 1980 et la fragmentation du système partisan ont eu pour effet d'accroître l'instabilité : elle est aussi un effet de l'offre.

La mobilité « transgressive » (passer de gauche à droite, ou inversement) est marginale. Elle ne concerne que 10% des électeurs. La barrière gauche / droite demeure relativement imperméable. Le profil de ces électeurs transgressifs est très variable : on trouve à peu près une moitié d'électeurs plutôt informés et politisés (plutôt conformes à la figure de l'électeur stratège), [l'autre] présentant des caractéristiques opposées : faibles intérêt et compétence pour la politique.

La volatilité électorale peut s'expliquer par un affaiblissement du clivage gauche / droite en terme d'offre [qui] a pu provoquer une perte de repères chez des électeurs peu insérés dans la société, se sentant plus incompetents et décodant mal les enjeux politiques. [...] Ces comportements « flottants » traduisent beaucoup plus une difficulté à se repérer dans l'univers politique qu'ils ne manifestent la naissance d'un « nouvel électeur » au comportement rationnel et consumériste.

Rémi Lefebvre, *Leçons d'introduction à la science politique*, Ellipses, 2013